



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

Maître de l'ouvrage

ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Objet de la consultation

Projet n° 25061 - DAF2025 1242

33- LA TESTE - Mission de contrôles extérieurs (terrassements, chaussées et bétons) pour les travaux de rénovation de chaussées aéronautiques

Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage

N° opération : 456281 - 449984

Remise des offres

Date et heure limite de réception :

Le mardi 25 novembre 2025 à 16 h 00

SOMMAIRE

<u>ARTICLE I – L'ACHETEUR PUBLIC</u>	3	
1.1 - Maître de l'ouvrage		3
1.2 – Représentant du pouvoir adjudicateur		3
1.3 – Maître d'oeuvre		3
<u>ARTICLE II – OBJET DE LA CONSULTATION ET CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ</u>	3	
2.1 - Description sommaire du marché		3
2.2 - Durée d'exécution du marché		3
2.3 - Type de marché		3
2.4 - Procédure		3
2.5 - Nomenclature		4
2.6 - Décomposition du marché en tranche		4
2.7 - Allotissement du marché		4
2.8 - Prestations supplémentaires		4
2.9 - Variantes		4
2.10 - Mode de dévolution		4
2.11 - Langues pouvant être utilisées dans l'offre		4
<u>ARTICLE III – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ</u>	4	
3.1 - Retenue de garantie		4
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement		4
3.3 - Dispositions relatives aux prestations intéressant la défense		5
3.4 - Contrôle primaire des personnes physiques		5
3.5 - Cyber sécurité		5
3.6 - Clause environnementale et sociale		5
3.7 - Diffusion restreinte		5
<u>ARTICLE IV – CONDITIONS DE PARTICIPATION : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u>	5	
4.1 – Contenu des plis		6
4.2 – Modalité d'envoi des plis		7
4.3 - Convention de nommage		7
<u>ARTICLE V - JUGEMENT DES OFFRES</u>	7	
<u>ARTICLE VI – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</u>	9	
6.1 – Contenu du dossier de consultation		9
6.2 – Modifications du dossier de consultation		9
6.3 – Délai de validité des offres		9
6.4 – Assistance à la disposition des entreprises sur la PLACE		9
6.5 - Visites sur site		10
<u>ARTICLE VII – PROCEDURE DE RECOURS</u>	10	
L'annexe au présent RC :		
• L'annexe 1 au RC : Les clauses de dématérialisation		
• L'annexe 2 au RC : Engagement du candidat DR		

ARTICLE I – L'ACHETEUR PUBLIC

1.1 - Maître de l'ouvrage

L'acheteur public est l'Etat, Ministère des Armées, Secrétariat Général pour l'Administration, Service Infrastructure de la Défense, du Service d'Infrastructure de la Défense Sud-ouest

Adresse postale :

Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Bordeaux
223, rue de Bègles
CS 21 152 – 33 068 Bordeaux cedex

Adresse géographique :

Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest
Caserne Pelleport
9, rue de Cursol
33 000 Bordeaux

Renseignements d'ordre administratif :

Service achats infrastructure – Bureau Achats – Section Achats PI et contrats innovants
Mme JAMES MACADRE - N° tél. : 05 57 85 15 76
mailys.james-macadre@intradef.gouv.fr

Renseignements d'ordre technique :

Fabien DUFIEU : 06.13.53.38.24 ou 05.57.92.81.64
Olivier NEBOUT - 06.47.01.06.92 / 05.57.92.81.63
Karine LASSALLE : 06.26.49.55.67 ou 05.57.92.81.66

1.2 – Représentant du pouvoir adjudicateur

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la Directrice du Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest.

1.3 – Maître d'oeuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le chef du Département Ingénierie Infrastructures du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire qui est chargé d'une mission comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux, l'assistance pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

ARTICLE II - OBJET DE LA CONSULTATION ET CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

2.1 - Description sommaire du marché

La présente consultation a pour objet la réalisation d'opérations de contrôles et d'essais contradictoires liés à la réalisation des travaux de terrassements, de réseaux divers, de chaussées et de signalisation horizontale dans le cadre de la rénovation d'un seuil de piste, de deux parkings et de leurs amorces respectives de la base aérienne de Cazaux (BA120).

Le descriptif du projet objet de la présente consultation est détaillé dans le CCTP.

2.2 - Durée d'exécution du marché

Le délai d'exécution est indiqué à l'article 3 de l'acte d'engagement.

2.3 - Type de marché

Le marché est un marché de services.

2.4 - Procédure

La présente consultation est passée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles R.2161-2 à R 2161-5 du code de la commande publique.

2.5 - Nomenclature

CPV principal : 71300000-1 « Services d'ingénierie ».

Code Groupe de Marchandise (GM) : 36.04.03 « Etude préalable, audit, expertise liés aux travaux ».

2.6 - Décomposition du marché en tranche

La mission est décomposée en une tranche ferme en 2 phases et d'une tranche optionnelle :

- Tranche ferme : prestations liées aux rénovations du parking BRAVO et du seuil 06
 - Phase 1 : Prestations liées aux rénovations du parking BRAVO et ses amorces
 - Phase 2 : Prestations liées aux rénovations du seuil 06 et de ses amorces
- Tranche optionnelle 1 : Prestations liées à la rénovation du parking Echo et des des voies d'accès A1, A2, A3 et Echo/Charlie ainsi que l'accès à l'aire de lavage

2.7 - Allotissement du marché

Sans objet.

2.8 - Prestations supplémentaires

Sans objet

2.9 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée, ni exigée. Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme aux documents de la consultation.

2.10 - Mode de dévolution

En cas de groupement, la forme imposée au candidat après l'attribution sera le groupement solidaire.

2.11 - Langues pouvant être utilisées dans l'offre

Les dossiers des candidats seront entièrement rédigés en langue française. Toutefois les offres en langues étrangères accompagnées d'une traduction en français seront recevables (article R2151-12 du code de la commande publique).

ARTICLE III – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

3.1 - Retenue de garantie

Sans objet.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Financement du marché :	Le marché est financé sur le budget de l'État.
Prix du marché :	Le marché sera conclu à prix unitaires
Unité monétaire :	Le marché est conclu en euros.
Mode de règlement :	Le mode de règlement choisi par le maître d'ouvrage est le virement.
Règlement des comptes :	Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) du présent marché fixe dans son article 3 le mode de règlement des comptes.
Délais de paiement :	Le délai global de paiement fixé au marché ne peut être supérieur à 30 jours, conformément à l'article <u>R2192-10</u> du code de la commande publique.

3.3 - Dispositions relatives aux prestations intéressant la défense

Le présent dossier intéressant la défense, les candidats auront à en assurer la conservation avec toutes les précautions de confidentialité requises.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter eu égard au fait que les prestations à exécuter se situent dans l'enceinte militaire à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la protection du SECRET ou de points sensibles.

3.4 - Contrôle primaire des personnes physiques

Pour l'exécution des prestations relatives à la présente consultation, toutes les personnes amenées à pénétrer sur site feront l'objet d'un contrôle primaire.

L'enquête de sécurité nécessite le dépôt de Fiches Individuelles de Contrôle Primaire (FICE) **deux (2) mois minimum avant toute demande d'accès au site concerné**. En effet, le délai de l'enquête de sécurité est de deux mois minimum.

Le modèle de ces fiches est dans le DCE.

L'accès au site ne sera autorisé que sous réserve d'une fiche individuelle de contrôle primaire validée.

Même après un retour positif des fiches individuelles de contrôle primaire, l'accès dans l'enceinte militaire est subordonné à la réception par le conducteur d'opération d'une demande comme suit :

- pour des interventions d'une durée supérieure à 1 semaine : préavis minimum de 15 jours,
- pour des interventions d'une durée inférieure à une semaine : préavis minimum de 5 jours

3.5 - Cyber sécurité

Sans objet.

3.6 - Clause environnementale et sociale

Les échanges seront réalisés par dématérialisation avec une optimisation des déplacements pendant d'exécution de la mission.

3.7 - Diffusion restreinte

Conformément aux dispositions de l'instruction ministérielle n°900 sur la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensibles, annexée à l'arrêté du 15 mars 2021, la mention Diffusion Restreinte indique que l'information ne doit pas être rendue publique et ne doit être communiquée qu'aux personnes ayant besoin de la connaître dans l'exercice de leur fonction ou dans l'accomplissement de leur mission. Cette mention n'est pas un niveau de classification mais une mention de protection. Son objectif principal est de sensibiliser l'utilisateur à la nécessaire discrétion dont il doit faire preuve dans la manipulation des informations couvertes par cette mention.

La présente consultation dispose de documents en diffusion restreinte, à savoir l'annexe 2 au CCTP : Carnet de plans.

Pour l'accès à cette annexe le candidat devra remettre l'annexe 2 au présent RC : engagement du candidat DR. Cette dernière sera complétée, signée par le candidat et remise via la PLACE dans la rubrique question. L'annexe sera transmise chiffrée aux candidats avec le logiciel ZED via un message PLACE.

Les contraintes relatives aux documents en diffusion restreinte en phase exécution sont exposées dans l'annexe 3 du CCAP.

ARTICLE IV - CONDITIONS DE PARTICIPATION : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La présente consultation est éligible au dispositif DUME.

Voir annexe 1 sur les clauses de dématérialisation.

4.1 – Contenu des plis

Éléments relatifs à la candidature	
Situation juridique	Le formulaire DUME complété <u>si utilisation du dispositif DUME</u>
	DC1 ou autre pouvant s'y substituer
	La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
	un extrait K ou Kbis et les pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société
Capacités économique et financière	Déclaration du chiffre d'affaires global sur les trois derniers exercices comptables disponibles ou DC2 <i>le chiffre d'affaires moyen des trois derniers exercices n'est qu'un des éléments permettant de juger du potentiel financier des candidats</i>
	Déclaration du chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère l'objet du marché réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles.
Capacités technique et professionnelle	Déclaration de l'effectif global en 2024 du candidat en distinguant le personnel d'encadrement
	La capacité de la société peut être apportée par tous les moyens, notamment par des références de prestations attestant de la compétence du candidat à réaliser la prestation pour laquelle il concourt. Ces références seront d'ampleur similaire, réalisée par les intervenants (par l'agence et non par la société nationale), sur les 3 dernières années, précisant la nature exacte de la mission réalisée, le coût de l'opération et le nom du maître d'ouvrage.

Toute candidature incomplète pourra être rejetée.

Éléments relatifs à l'offre
L'acte d'engagement (A.E.) complété et signé électroniquement
L'annexe 1 à l'AE : Le Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) TF et TO1 complété
L'annexe 2 à l'AE : Le bordereau de prix unitaires (BPU) TF complété
L'annexe 3 à l'AE : Le bordereau de prix unitaires (BPU) TO1 complété
Un mémoire technique présentant : <ul style="list-style-type: none"> - Une note méthodologique indiquant l'organisation les méthodes et moyens prévus pour réaliser les éléments de mission - Une description de l'organisation - Des exemples de livrables - Une note indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité, l'hygiène et les conditions de travail sur le site s'appuyant sur le PGCSPS - Une note de prise en compte de l'environnement à travers le schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement incluant SOGED
Un RIB de l'entreprise

En cas de déclaration de sous-traitance dès la remise de l'offre, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement (et les annexes) les renseignements relatifs à la sous-traitance envisagée. Cet acte d'engagement sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants (DC4).

Toute offre incomplète pourra être rejetée.

Important : la capacité de l'entreprise peut être apportée par tous moyens, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence du candidat à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. Le candidat fournira la liste des prestations similaires exécutées au cours des trois dernières années (pour chaque référence, le candidat indiquera le montant, le maître d'ouvrage (nom, adresse), le maître d'œuvre (nom, adresse) ainsi qu'une description sommaire de l'opération.

NB : En application des articles L 2141-7 à 11 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exclure de la procédure de la présente consultation, les candidats qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts ou ont été sanctionnées par une résiliation pour faute ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur passé par l'établissement du service d'infrastructure de Bordeaux.

La décision d'exclusion de la procédure de passation, prise par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions des articles L 2141-7 à 11 du code de la commande publique précitée, s'exerce nonobstant les mentions figurant, le cas échéant, dans la déclaration sur l'honneur produite en application de l'article R 2143-3 du code de la commande publique.

4.2 – Modalité d'envoi des plis

Voir annexe 1 au présent RC sur les clauses de dématérialisation.

4.3 - Convention de nommage

Il est demandé aux candidats de respecter une **convention de nommage des documents**, de type :

DAF 2025 XXXX - intitulé du document (AE, DPGF...) : DAF 2025 XXXX - AE

Des intitulés trop longs (> à 15 caractères) risquent de bloquer le téléchargement optimal du dossier et son décryptage par le RPA.

ARTICLE V - JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement sera effectué, dans les conditions prévues aux articles R2152-6 et R2152-7 du code de la commande publique.

Les critères de choix retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

N°	CRITERE	POINTS
1	PRIX	60 POINTS
2	VALEUR TECHNIQUE	40 POINTS

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer des pièces financières qu'il estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

1) Prix des prestations sur 60 points

La note de chaque candidat sera calculée selon la formule suivante :

$$\text{Note candidat} = 60 \times \frac{\text{offre la moins-disante (TF+TO1)}}{\text{offre du candidat (TF+TO1)}}$$

2) Valeur technique des prestations sur 40 points

Le candidat remettra un mémoire technique comportant les éléments demandés pour le jugement des 5 sous-critères ci-dessous.

Il sera évalué la pertinence, le détail et la qualité du mémoire technique rendu :

➤ Sous-critère 1 – Compréhension du projet et description de la méthodologie mise en œuvre (22 points)

Le candidat présentera une note méthodologique indiquant les méthodes et moyens prévus pour réaliser la mission, sur les différents domaines et dans le contexte des travaux de l'opération :

- Supervision de la mission G3 du titulaire des travaux
- Terrassements
- Chaussées en enrobés
- Chaussées en béton

➤ Sous-critère 2 – Organisation (6 points)

Le candidat fournira une description de l'organisation, des actions principales et les dispositions spécifiques prévues pour garantir la qualité de l'ensemble de la prestation

➤ Sous-critère 3 – Exemples de livrables (8 points)

Le candidat fournira des exemples de livrables pour des prestations similaires :

- Rapports d'essais / fiches de contrôle sur matériaux de terrassements, enrobés et bétons, avec résultats obtenus, leur interprétation ainsi que les conclusions retenues (3 rapports maximum)
- Rapports de contrôle de mise en œuvre d'ateliers de terrassements, enrobés et bétons, avec résultats obtenus, leur interprétation ainsi que les conclusions retenues, (3 rapports maximum)
- Rapports de visite d'ateliers de production (3 rapports maximum)
- Un rapport ou dossier de synthèse de contrôle pour la levée d'un point d'arrêt ou une réception d'une plate-forme avec plusieurs essais réalisés

➤ Sous-critère 4 – Mesures de sécurités, d'hygiène et conditions de travail (2 points)

Le candidat fournira une note indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité, l'hygiène et les conditions de travail sur le site s'appuyant sur le PGCSPS.

➤ Sous-critère 5 – Mesures environnementales (2 points)

Le candidat fournira une note de prise en compte de l'environnement à travers le Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) incluant le Schéma d'Organisation et de Gestion de l'Élimination des Déchets (SOGED)

ARTICLE VI – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

6.1 – Contenu du dossier de consultation

- L'acte d'engagement (A.E) et son annexe :
 - L'annexe 1 à l'AE : Le Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) TF et TO1
 - L'annexe 2 à l'AE : Le bordereau de prix unitaires (BPU) TF
 - L'annexe 3 à l'AE : Le bordereau de prix unitaires (BPU) TO1

- Le présent règlement de consultation (RC) et ses annexes :
 - L'annexe 1 au RC : Les clauses de dématérialisation
 - L'annexe 2 au RC : Engagement du candidat relatif aux documents en DR

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et son annexe :
 - Annexe 1 au CCAP : Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense ;
 - Annexe 2 au CCAP : Procédure déclaration accident
 - Annexe 3 au CCAP : Clauses sécuritaires
 - Annexe 4 au CCAP : Dispositions relatives aux documents portant la mention « DIFFUSION RESTREINTE »
 - Annexe 5 au CCAP : Liste diffusion restreinte (annexe 2 au CCTP)

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses annexes (qui sont en diffusion restreinte et seront remises après réception de l'annexe 2 au RC complétée et signée) :
 - L'annexe 1 au CCTP : PGSPS
 - L'annexe 2 au CCTP : Carnet de plans (diffusion restreinte)
 - L'annexe 3 au CCTP : pour information le Planning prévisionnel du marché de travaux TF & TO1 avec la TO1 affermie dans un délai de plus de 3 mois après la notification du marché
 - L'annexe 4 au CCTP : pour information le Planning prévisionnel du marché de travaux TF + TO1 avec la TO1 affermie dans un délai de moins de 3 mois après la notification du marché

6.2 – Modifications du dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation qui seront adressées (date d'enregistrement de la lettre d'envoi de l'additif modificatif) à tous les candidats ayant retiré le dossier de consultation des entreprises, au plus tard, six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date de remise des offres.

6.3 – Délai de validité des offres

Le délai pendant lequel les concurrents restent engagés par leurs offres est de **six mois** à compter de la date limite de remise des offres.

6.4 – Assistance à la disposition des entreprises sur la PLACE

Les informations liées à l'utilisation de la PLACE sont dans l'annexe 1 sur les clauses de dématérialisation au présent RC.

Difficultés :

En cas de difficultés sur la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE), une assistance est mise à la disposition des entreprises depuis le lien suivant Assistance ou en cliquant sur la languette Assistance.

L'assistance en ligne permet de rechercher une réponse via une Foire aux Questions (FAQ), que vous pouvez filtrer par catégorie.

Si la FAQ ne vous apporte pas une réponse complète, vous avez la possibilité de renseigner un formulaire afin de créer une demande en ligne. La référence du ticket créée vous sera demandée par le support téléphonique disponible au 01 53 18 90 00.

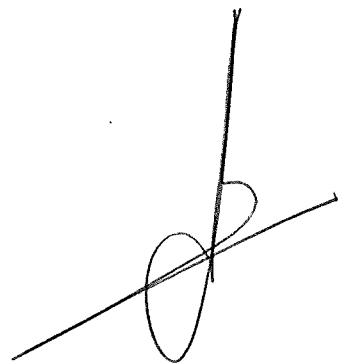
6.5 - Visites sur site

Sans objet

ARTICLE VII – PROCEDURE DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet - 33000 Bordeaux (tél: 05.56.99.38.00)

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le greffe du tribunal administratif de Bordeaux.



M. Fayot